

Pour le développement humain : le beurre ou les canons ?

Gérard-François Dumont

▶ **To cite this version:**

Gérard-François Dumont. Pour le développement humain : le beurre ou les canons ?. Population et avenir, 2005, 675, pp.3. 10.3917/popav.675.0003 . halshs-00769644

HAL Id: halshs-00769644
https://shs.hal.science/halshs-00769644

Submitted on 2 Jan 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pour le développement humain : “le beurre ou les canons ?”

par
Gérard-François
DUMONT

8 octobre 2005 : le nord du Pakistan subit un violent séisme suivi de centaines de répliques. Les morts se comptent en dizaines de milliers dans ces régions isolées du sous-continent indien. Les secours de l'armée pakistanaise sont insuffisants, d'autant que cette dernière n'aurait qu'une vingtaine de ces hélicoptères indispensables pour sauver les populations civiles. Mais le Pakistan, par ailleurs, dispose de l'arme nucléaire…

Suivant cet exemple, la liste des pays en développement serait longue. Ces pays où les dépenses militaires, celles en faveur des « canons », semblent privilégiées par rapport à celles pour « le beurre », c'est-à-dire pour le développement humain. Et ce sont les populations civiles qui en font les frais, subissant des surmortalités et laissées à l'état de pauvreté.

Certes, cette liste des pays qui empêchent le développement humain par des surinvestissements militaires ne peut être établie d'une façon parfaitement mathématique. En effet, les budgets militaires annoncés par de nombreux États sont d'une fiabilité douteuse.

Il faudrait connaître la taille des armées, sans oublier les multiples milices dont le nom n'apparaît pas dans les documents officiels. On sait ainsi que l'Irak de Saddam Hussein comportait plusieurs dizaines de milices entretenues avec l'argent du pétrole et servant au dictateur pour quadriller son pouvoir.

Il faudrait connaître le type et la quantité des armements achetés, données sur lesquelles existent certaines informations disponibles, mais qui ne prennent pas en compte les achats d'armes maquillés sous d'autres noms.

Il faudrait enfin prendre en compte les dépenses en matière de recherche militaire ou d'extension des moyens militaires. Mais même de telles données resteraient insuffisantes pour montrer la capacité de nuire du surarmement. Par exemple, l'achat d'armes légères, qui a un coût relativement modeste, ne ressort pas bien dans les statistiques sur les dépenses militaires et alimente pourtant des guerres civiles ou des massacres d'une cruauté extrême, sans parler de l'horrible essaimage des mines antipersonnelles. Le nombre des victimes n'est donc pas dépendant du budget de l'armement indiqué.

Typologie de la préférence pour les canons

> Néanmoins, une typologie des pays en développement accordant une forte priorité aux « canons » est possible. Il y a d'abord des pays pauvres dirigés par des dictateurs qui usent et abusent de la violence pour conserver leur pouvoir. C'est ainsi que les dirigeants de la Corée du Nord, de la Birmanie ou de la Syrie semblent disposer de budgets illimités pour les « canons », sans guère de considération pour des investissements sanitaires, éducatifs ou matériels qui permettraient le développement humain.

> Dans une deuxième catégorie figurent des pays où se déroulent des conflits civils. Le pouvoir politique, même lorsqu'il est tenu par des civils, considère qu'il lui faut armer son armée pour contribuer à maintenir l'ordre. C'est le cas, par exemple, en Ouganda ou en Afghanistan, même si la situation y est plus complexe.

> Dans une troisième catégorie, le poids de l'armée dans les rapports de force internes au pays est très grand. L'armée est parfois à ce point un État dans l'État que les « canons » qu'elle demande sont presque toujours financés, d'autant que l'armée possède elle-même, directement ou indirectement, de nombreuses fonctions de nature économique. Une telle situation se présente en Algérie, en Turquie ou au Pakistan[1].

> Dans d'autres pays, l'importance donnée aux « canons » est davantage à usage externe qu'interne, afin d'être considérés comme de « grandes puissances ». C'est ainsi que la considérable rente pétrolière iranienne profite essentiellement aux « canons », comme l'atteste une économie encore en état de sous-développement.

Certes, il ne faut pas avoir la naïveté de penser qu'on pourrait supprimer d'un trait de plume les budgets militaires. Le monde est dangereux et, pour tous ceux qui aspirent à la paix, la devise « Si vis pacem, para bellum[2] » reste malheureusement appropriée. Lorsque cette préférence pour les canons va bien au-delà de la formule latine, dans des pays où le produit intérieur brut par habitant est particulièrement faible[3], cela n'exonère pas les pays développés, mais suscite de véritables interrogations sur les progrès démographiques dans notre planète. Pour réduire la mortalité infantile, pour diminuer la mortalité maternelle, pour augmenter les taux de scolarisation, il faut engager une vaste opération de pédagogie afin que le développement humain devienne partout une véritable priorité. ●



1. « À travers leurs fondations, les activités des militaires vont de la fabrication de *corn flakes* à celle du ciment en passant par l'immobilier, l'éducation… », *Le Monde*, 15 octobre 2005, p. 3. La situation est semblable pour l'armée turque.

2. « Si tu veux la paix, prépare la guerre ».

3. Cf. Les chiffres indiqués pages 15 à 18 de ce numéro 675 de *Population et Avenir*.